

Source : <https://www.sortirdunucleaire.org/Nucleaire-qu-en-pensent-les>

Réseau Sortir du nucléaire > Informez

vous > Revue "Sortir du nucléaire" > Sortir du nucléaire n°53 > **Nucléaire : qu'en pensent les candidats ?**

12 décembre 2012

Nucléaire : qu'en pensent les candidats ?

Ça n'a pas pu vous échapper : ces derniers mois, les candidats de tous bords redoublent de ferveur pour démontrer leur aptitude à occuper la fonction suprême. Fukushima oblige, ils doivent se positionner en matière d'énergie, et de nucléaire - civil, comme militaire - en particulier. À quelques semaines du premier tour des élections présidentielles, le Réseau "Sortir du nucléaire" met leur sens des responsabilités à l'épreuve de cette question cruciale : des partisans de la sortie aux inconditionnels de l'atome, tour d'horizon des candidats (par ordre alphabétique).

Nathalie Arthaud, Lutte Ouvrière

Pour Nathalie Arthaud, le danger de la technologie est conditionné par son mode de gestion. "Je pense que la menace [nucléaire] est décuplée du fait de la gestion capitaliste qui en est faite", déclare la candidate de Lutte Ouvrière. "À la question "faut-il sortir du nucléaire ?", je réponds qu'il faut sortir du capitalisme."

Le désarmement nucléaire ne semble pas non plus le sujet de prédilection de LO : "Les armes de destruction massive, nucléaires ou non, constituent un danger permanent ; comme en constitue un la prolifération des armes classiques. Le problème de l'armement n'est pas dans son caractère nucléaire mais dans l'irresponsabilité de ceux qui dirigent la société."

Plus d'infos sur <https://www.nathalie-arthaud.info>

François Bayrou, Mouvement Démocrate

Avec François Bayrou, les choses... ne sont pas claires : "Ou bien le nucléaire est dangereux et il faut fermer toutes les centrales ; ou bien il y a des assurances de sécurité, auquel cas il n'y a aucune raison de fixer un calendrier politique de fermeture des réacteurs", déclarait-il encore il y a quelques semaines.

En 2006, Bayrou s'est opposé à l'enfouissement à Bure ; pour autant, il ne souhaite pas la fermeture de Fessenheim : "Si l'ASN dit qu'on peut la laisser ouverte, au moins que l'on se fie à son avis",

affirmait-il en janvier dernier.

Bayrou délaisse complètement la question, qui ne semble pas vraiment l'intéresser. La position du Modem sur le sujet est donc majoritairement couverte par Yann Wehring, le responsable environnement du Modem. Il déclarait ainsi, en octobre dernier : "il ne faut pas partir du principe "on va arrêter le nucléaire", mais réfléchir au niveau d'effort que l'on peut faire. Si, par une plus grande efficacité énergétique et un développement des énergies renouvelables, on peut répondre aux défis à une échéance moyenne (2030) ou longue (2050), alors on aura réussi notre objectif de réduire les énergies fossiles et le nucléaire. Mais si on commence par dire "pour ou contre le nucléaire", on va avoir un débat stressant, dogmatique, diviseur."

Au final, il "demande [aux écologistes d'EELV] d'arrêter de se focaliser sur des symboles qui ne servent à rien. Faisons tous les cinq ans des rendez-vous de type Grenelle de l'énergie pour faire le point : si on a fait tant d'effort, cela signifie que l'on peut fermer une centrale ou deux".

François Bayrou est par ailleurs visiblement favorable au maintien de la dissuasion nucléaire, comme l'indique sa visite à la base de sous-marins nucléaires lanceurs d'engins de l'Île Longue le 23 janvier dernier.

Plus d'infos sur : <https://www.bayrou.fr>

Jacques Cheminade, Solidarité et Progrès

Scientiste convaincu, Jacques Cheminade mérite probablement la palme du candidat le plus nucléocrate.

Pour lui, sortir du nucléaire aurait les mêmes conséquences que si les hommes des cavernes, en leur temps, avaient renoncé à utiliser le feu : "renoncer aujourd'hui à appliquer les découvertes relativement les plus avancées de la science [ndlr : à savoir le nucléaire, dont il parle dans la phrase précédente] serait comme si les premiers hommes avaient renoncé au feu. Au contraire, c'est la dynamique de la création humaine qui doit être notre pari. Sans elle, hier nous en serions restés à l'âge de pierre."

C'est un ardent défenseur de l'EPR, mais surtout de la "quatrième génération" (les réacteurs au plutonium), de la fusion thermonucléaire (il a d'ailleurs créé une Fondation pour l'énergie de Fusion) et des réacteurs au thorium. Promoteur d'une "économie isotopique", il considère la physique nucléaire comme la pierre philosophale qui garantira à l'espèce humaine une expansion infinie et sortira le Tiers-Monde de la misère : "il s'agit pour l'homme de dépasser la vision d'une terre composée de ressources en quantité finie et d'assumer sa responsabilité de créateur de ressources nouvelles nécessaires à maintenir une population mondiale en croissance, à un taux constamment supérieur de production et de consommation physiques par tête." N'allez surtout pas lui parler d'économies d'énergie !

Parmi ses grands projets d'avenir "nécessaires pour un décollage de l'humanité", citons "des centrales nucléaires mobiles sur barges, pour apporter un "input" dans les régions les moins favorisées, des villes se développant autour d'une centrale nucléaire, les "nuplexes", pour lancer d'urgence de grands centres urbains", "des centrales sous-marines et le recours à la fusion thermonucléaire pour cette grande aventure de l'humanité que sera l'exploration spatiale".

Pour Jacques Cheminade, en matière de défense, "l'arme atomique reste notre principal atout" et sa modernisation doit être accélérée. La priorité doit être donnée aux armes laser (comme le laser Mégajoule) et à "bouffée de particules".

Plus d'infos sur <https://www.cheminade2012.fr/>

Nicolas Dupont-Aignan, Debout la République

La sortie du nucléaire n'est pas vraiment le thème de prédilection du candidat de Debout la République.

Lorsqu'il était député, il avait déjà eu l'occasion d'afficher son soutien à une énergie qui, pour lui "[offrait] les meilleures garanties en terme de protection de l'environnement, de quantité de production d'énergie et de sécurité", ainsi qu'au programme EPR. Notons cependant qu'il s'était prononcé pour un moratoire sur l'enfouissement des déchets.

Dans les semaines suivant la catastrophe de Fukushima, il réclamait la tenue d'un référendum portant non sur le nucléaire en tant que tel, mais sur la libéralisation du secteur.

Le volet de son programme consacré à l'énergie propose uniquement d'organiser des "États Généraux de l'Avenir Énergétique" pour "orienter notre avenir énergétique à long terme en prenant en considération [...] le prix, l'indépendance, la sûreté et l'impact sur l'environnement."

Enfin, Nicolas Dupont-Aignan se prononce pour le maintien de la dissuasion nucléaire.

Plus d'infos sur <https://debout-la-republique.fr/>

François Hollande, Parti Socialiste

Pour le Parti Socialiste, l'émoi de Fukushima est désormais bien loin. La ligne imposée par François Hollande n'a plus rien à voir avec la sortie du nucléaire jadis portée par Martine Aubry ou Ségolène Royal.

Afin de "sortir de la dépendance du nucléaire", le candidat PS a proposé une réduction de la part du nucléaire, pour la ramener de 75 à 50 % du mix électrique national d'abord d'ici 2025, puis "2025-2030"... qui dit mieux ? Le "pragmatisme" avancé par le PS se révèle un dangereux immobilisme : d'ici 2030, tous les réacteurs du parc nucléaire existant (à l'exception de Civaux) auront dépassé les 30 ans, et 49 auront dépassé les 40 ans !

Il était déjà difficile d'imaginer comment se concrétiserait cette réduction de la part du nucléaire au regard de la volonté de François Hollande de "préserver la construction d'un EPR" à Flamanville - l'EPR en projet à Penly, lui, serait annulé. Début janvier, par la voix de son porte-parole, le candidat PS a annoncé qu'il ne comptait pas respecter l'accord signé avec EELV impliquant la fermeture de 24 réacteurs et qu'il ne fermerait que Fessenheim durant son mandat.

Les choses sont maintenant claires : soit François Hollande compte laisser à son successeur le soin de réaliser cette réduction de la part du nucléaire pendant la période 2017-2025, soit il se contrefiche complètement de ses promesses - et des 85 % d'électeurs du PS favorables à la sortie du nucléaire. Ajoutons à cela que le Parti Socialiste reste attaché au très polluant "retraitement" des déchets nucléaires à La Hague, et à la production du MOX, un dangereux combustible contenant du plutonium. On relèvera que c'est Bernard Cazeneuve, porte-parole de François Hollande, qui s'est fait le porte-voix d'Areva lors des négociations avec EELV pour plaider pour le maintien de cette technologie.

Enfin, François Hollande a rappelé fin décembre 2011 son attachement sans faille à l'arme nucléaire : "Même si elle ne doit jamais cesser de s'adapter, je serai le garant de la capacité de dissuasion nucléaire de la France. C'est une prérogative spécifique du président de la République : je la revendique et l'assume pleinement".

Les choses sont claires : la sortie du nucléaire ne fait clairement pas partie du programme de François Hollande.

Plus d'infos sur <https://francoishollande.fr>

PS : Le 26 janvier 2012, le Réseau "Sortir du nucléaire" a interpellé le pôle écologique du Parti Socialiste sur sa vision de la "réduction de la part du nucléaire" (retrouvez le courrier sur notre site, rubrique Campagne 2012). À ce jour, aucune réponse ne nous a été apportée.

Éva Joly, Europe Ecologie Les Verts

Malgré l'échec de l'accord PS/EELV (que vous pouvez retrouver sur notre site web, rubrique Campagne 2012), Éva Joly reste intransigeante sur la sortie du nucléaire : "Ce n'est pas une position de principe, mais un impératif et nous pouvons décider ensemble et dès demain d'éloigner définitivement ce péril". Elle plaide pour une fermeture du dernier réacteur à échéance 2030, sans extension de durée de vie. "On ne pourra pas à la fois investir 60 milliards d'euros pour prolonger la durée de vie des réacteurs et développer en même temps les énergies renouvelables". EELV propose de créer 500 000 nouveaux emplois d'ici 2020 grâce à une transition énergétique reposant sur l'efficacité énergétique et les énergies renouvelables, tout en luttant contre la précarité énergétique.

Pour remédier à la perte d'emplois dans le nucléaire, EELV propose de créer une filière industrielle dans le démantèlement. Éva Joly a apporté son soutien à la Charte pour un Monde Vivable, qui pose comme objectif le désarmement nucléaire mondial, par la renonciation à l'usage et à la prolifération de l'arme nucléaire.

Plus d'infos sur <https://evajoly2012.fr>

Jean-Luc Mélenchon, Front de Gauche

L'évaluation de Jean-Luc Mélenchon s'est avérée plus difficile que pour les autres candidats, dans la mesure où le Front de Gauche réunit deux partis qui montrent de grandes différences culturelles sur l'environnement en général, et le nucléaire en particulier.

Le Parti de Gauche a une position parfaitement claire sur la sortie du nucléaire, inspirée du scénario négaWatt. Leur proposition prévoit une décision immédiate de sortie progressive du nucléaire, par non-renouvellement des réacteurs et arrêt des programmes en cours, avec en parallèle l'élaboration d'un scénario de sortie très rapide mobilisable en temps de crise.

En revanche, le Parti Communiste, en tant que soutien de longue date de tous les programmes atomiques, pose comme principe que le nucléaire n'est plus dangereux dès lors qu'il n'est plus capitaliste.

Jean-Luc Mélenchon, candidat du Front de Gauche et lui-même partisan de la sortie du nucléaire, ne fait pas mystère de cette opposition : "C'est vrai que c'était une réelle difficulté entre nous. Même dans nos partis : une minorité dans le Parti de Gauche n'est pas d'accord sur l'urgence de la sortie du

nucléaire et une minorité au Parti communiste n'est pas favorable au nucléaire, même sécurisé et public", déclarait-il en octobre dernier.

La position médiane adoptée par le Front de Gauche consiste à demander la tenue d'un débat national suivi d'un référendum, pour laisser aux citoyens le soin de trancher. Un consensus existe quant au devenir des travailleurs du nucléaire : le Front de Gauche prévoit la création d'un "pôle 100% public de l'énergie comprenant EDF, GDF, Areva et Total".

Le Parti de Gauche propose de réduire les dépenses liées à la dissuasion nucléaire, notamment aérienne. Quant au PCF, il a toujours été un fervent partisan du désarmement nucléaire.

Plus d'infos sur <https://www.placeaupeuple2012.fr>

Marine Le Pen, Front National

En matière de nucléaire, Marine Le Pen, candidate du Front National, se contente de hurler avec les loups.

En juin dernier, elle affirmait que la sortie du nucléaire était "un objectif qu'il faut avoir à l'esprit parce que c'est une énergie énormément dangereuse (sic)" ; cette sortie serait "positive" et "limiterait les dangers pour le monde". À cet instant, elle estimait même qu' "on pourrait consulter les Français". Quelques mois après, une fois Fukushima disparu des écrans de télévision, il ne restait plus grand-chose de ce fugace éclair de lucidité.

Début 2012, le programme écologique du Front National a repris son visage habituel, démontrant un manque flagrant de réflexion sur la question. Le FN plaide à la fois pour une baisse de la part du nucléaire et pour son maintien à moyen terme, en prévoyant le renouvellement des réacteurs et le maintien de l'EPR de Flamanville. Il s'agit de "maintenir l'indépendance énergétique de la France", même si bien sûr, dans les faits, nous importons la totalité de notre combustible nucléaire. Enfin, le FN affirme son soutien au programme ITER.

Sans surprise, le FN plaide pour une importante hausse des dépenses consacrées à la défense et pour "réaffirmer et préciser notre concept de dissuasion nucléaire", cette dernière étant considérée comme "le fondement de notre stratégie de défense". Il estime également qu' "un effort s'impose quant à nos sous-marins d'attaque".

Plus d'infos sur <https://www.marinelepen2012.fr>

Philippe Poutou, Nouveau Parti Anticapitaliste

Le NPA se prononce sans ambiguïté pour une sortie du nucléaire "en dix ans maximum", scénario à l'appui, dans la perspective d'une transition énergétique plus globale.

Pour autant, il estime nécessaire de rendre justice aux travailleurs du nucléaire, et propose l'embauche en CDI de tous les sous-traitants. Il souhaite la mise en place d' "un vrai service public de l'électricité, débarrassé de l'énergie nucléaire, cogéré par les salariés et les usagers". Le NPA est opposé à ITER, à l'EPR et aux projets d'enfouissement de déchets nucléaires.

Le NPA plaide par ailleurs pour un désarmement unilatéral de la France.

Plus d'infos sur <https://poutou2012.org>

Nicolas Sarkozy, UMP

Sa position a le mérite d'être claire : pour Nicolas Sarkozy, le nucléaire, c'est sacré ! Le nucléaire est "l'intérêt supérieur de la France", il représente le "progrès" face au "retour au Moyen-Âge", déclamaient-il dans son discours de Pierrelatte, en novembre dernier : "on ne va pas retourner à la bougie ! Devons-nous être le seul pays qui tourne le dos au progrès ?".

Il aime par ailleurs se faire le porte-voix des fausses vérités : indépendance énergétique de la France, emploi, infériorité des énergies renouvelables... tous les clichés sont revisités par le président candidat.

Il tient à montrer son attachement à l'EPR, "des réacteurs de nouvelle génération, qui, par nature, sont plus sûrs que les réacteurs plus anciens". Évidemment en faveur du maintien de l'EPR de Penly, il considère le lancement de nouveaux projets en France comme "une condition absolument indispensable pour projeter notre savoir-faire à l'exportation". Il souhaite notamment développer la 4ème génération (réacteurs au plutonium, comme "Astrid").

Même si Nicolas Sarkozy prétend soutenir les énergies renouvelables, les faits ont prouvé que son gouvernement s'est bien plus appliqué à les brider qu'à les développer ; par ailleurs, il ne souhaite en aucun cas qu'elles remplacent le nucléaire.

"Je ne renoncerai pas à l'arme nucléaire", avait-il rappelé en 2010, à Washington, en plein congrès sur le désarmement.

Plus d'infos sur <https://www.lafranceforte.fr>